

INFOS ET ACTUALITES

Au Mans, les soignants disent : "ça suffit !"

02.03.15 Mise à jour le 02.03.15

[Suivant](#)

Une partie du personnel du centre hospitalier (CH) du Mans a fait part, à différentes reprises ces derniers jours, de son épuisement et de son ras-le-bol face au manque de lits et à la surcharge d'activité du service des urgences qui dure depuis plusieurs mois, a-t-on appris de sources syndicales.

Une mobilisation du personnel des urgences a déjà eu lieu le 16 février dernier. *"Après avoir bloqué le tramway durant 20 minutes, ils se sont rendus dans les locaux de la direction en criant leur colère"*, a relaté l'intersyndicale CGT-CFDT-FO dans un communiqué daté du même jour. Les syndicats précisent que *"deux représentants de la direction"* (le CH attend la nomination de son nouveau directeur, NDLR) ont rencontré les manifestants, lesquels *"ont dénoncé pendant plus d'une heure leurs conditions de travail, le manque de dignité humaine vis-à-vis des patients, le manque d'effectifs et de lits d'hospitalisation pour pouvoir placer les patients accueillis aux urgences"*.



Une situation tendue au Centre hospitalier du Mans et un personnel soignant "qui n'en peut plus", notamment aux urgences...

Une assemblée générale ouverte à l'ensemble du personnel a réuni lundi dernier une centaine de participants, a précisé le lendemain à l'APM Philippe Keravec du [syndicat CGT, qui s'est exprimé au nom de l'intersyndicale](#). *"Cela peut sembler peu mais cela faisait longtemps qu'on n'avait pas réuni ce type d'assemblée"*, a-t-il souligné. Plusieurs initiatives ont été prévues, dont un débrayage le jeudi d'environ une heure et, surtout, un appel à la grève vendredi et un rassemblement devant le conseil de surveillance. Puis un autre rassemblement s'est tenu vendredi en début d'après-midi du côté du tramway, au cours duquel des hospitaliers ont distribué des tracts aux passants. Contactée par l'APM, la permanente du syndicat CFDT, Marie-Christine Fournier, a indiqué qu'une centaine de

membres du personnel ont été reçus vendredi matin, pendant deux heures, par les membres du conseil de surveillance.

Etudiant en 2e année de formation en soins infirmiers, il nous interpelle sur la situation délétère des hopitaux...

Message de Simon Blin reçu ce jour à la rédaction d'infirmiers.com...

Je vous interpelle sur la situation à laquelle fait face le personnel hospitalier au sein de plus en plus de Centre hospitalier sur les conditions de travail (surcharge) lié à :

- la fermeture de lits/services augmentant l'affluence et la surcharge des autres services ;
- la masse salariale qui n'augmente pas par rapport à l'affluence en augmentation des urgences puis des services de soins.

Cette masse salariale tend à se réduire vis-à-vis des conditions de travail qui font que les gens partent et un lien fort avec le désert médical. Je vous interpelle aussi au sujet des conditions de prises en soins des patients. Aujourd'hui, la mobilisation est forte dans de nombreux hôpitaux car les conditions de travail sont telles qu'on ne peut plus soigner correctement, la prise en charge est inacceptable. Prenant l'exemple de l'établissement du Centre hospitalier du Mans, où de graves situations sont observées par le manque de disponibilité des soignants pour prendre en charge des patients notamment aux urgences. Voilà je voulais vous exprimer juste une petite partie de la problématique actuelle des hôpitaux. Tout cela est lié à un manque de moyens octroyés par l'Etat qui continue à faire des économies sur le domaine de la santé, un domaine où aujourd'hui l'économie est une priorité bien avant l'humain.

Je suis actuellement en 2ème de formation en soins infirmiers au CH du Mans. Nous avons choisi avec d'autres étudiants en soins infirmiers de rejoindre le mouvement au côté du personnel hospitalier du Mans et ce, pour plusieurs raisons :

- un impact immédiat sur la qualité de notre formation du fait d'un manque de disponibilité des soignants pour nous encadrer en stage lié à leurs conditions de travail ;
- un impact à moyen terme : en effet dans un peu plus d'un an, nous serons diplômés et nous devrons faire face à la difficulté de l'emploi et à des conditions de travail inacceptables qui vont à l'encontre de nos valeurs du soin, de l'humain.

Aujourd'hui le personnel hospitalier se bat pour avoir plus de moyens, plus de lits, plus d'embauches et une réflexion autre sur ce que nous voulons pour la santé de demain. J'ai résumé la situation de façon succincte mais je voulais évoquer cette situation très délétère et qui se généralise au sein des établissements de soins. Quand on sait que le gouvernement prévoit encore un plan d'économie de 3 milliards d'euros envers les hôpitaux jusqu'en 2017, il est à craindre que la situation s'aggrave encore.

Simon Blin, étudiant en 2e année de formation en soins infirmiers, CH Le Mans
simonblin@hotmail.fr

Une rencontre houleuse

Le quotidien Ouest France s'est fait l'écho de cette rencontre sur son site internet, en affirmant que le président de l'instance, le sénateur-maire (PS) Jean-Claude Boulard, avait été *"vivement pris à partie"* et même *"sifflé"*. Interrogée à ce sujet, la représentante de la CFDT a démenti que le maire ait été sifflé. Elle a cependant reconnu qu'il avait été *"chahuté"* et que les limites de la politesse avaient été *"dépassées"*. Dans un communiqué diffusé par la suite, le syndicat Force ouvrière (FO) a confirmé que les agents avaient *"fermement interpellé les élus, les représentants de l'administration et des usagers"* et qu'ils *"avaient mis en difficulté le président de séance"*. *"Mais on n'arrête pas de dire que les agents sont épuisés et à bout"*, insiste de son côté Marie-Christine Fournier.

Les agents qui sont intervenus ont en effet fait part des grandes difficultés que rencontrent le service d'urgences et les autres services en amont pour prendre en charge tous les patients qui arrivent, explique-t-elle. *"Il existe un surplus d'activité aux urgences depuis juillet que personne ne comprend. Nous n'avons eu aucune baisse depuis"*, souligne Marie-Christine Fournier. Avec le nombre élevé de victimes que la grippe provoque cette année et qui ne baisse pas au Mans, les tensions sont particulièrement fortes actuellement. *"Le week-end du 6-7 février a été catastrophique. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons déposé un droit d'alerte au niveau de l'intersyndicale"*, indique Marie-Christine Fournier. *"Alors que des patients très âgés souffrant de détresses respiratoires étaient présents, il n'y avait plus de lits en amont, de lits de réanimation et de soins intensifs"*, déplore-t-elle. L'unité "de transit" qui ferme en principe tous les soirs à 20 heures a dû rester ouverte pour accueillir des patients. *"Il a donc fallu trouver des soignants"*, observe la responsable syndicale.

Vendredi matin, lors des échanges avec le président du conseil de surveillance, des agents ont également évoqué le décès d'un patient qui serait *"lié à l'urgence et au manque de place"*, a rapporté Ouest France sur son site internet. Un agent a indiqué que la personne serait décédée en tombant de son lit parce qu'elle voulait aller uriner et n'avait pas eu de sonnette à sa disposition. Même si elle regrette que le cas de cette personne ait été évoqué publiquement, la représentante de la CFDT assure que la situation a été très mal vécue par les personnels. Elle note que la direction (que l'APM n'est pas parvenue à joindre dans la semaine) a pourtant pris des mesures, comme adresser des informations aux médecins traitants, renforcer les effectifs du service des urgences et mettre deux infirmières d'accueil et d'orientation (IAO) à l'entrée du service au lieu d'une seule habituellement. Elle a également déprogrammé des patients pour ouvrir une unité. Mais ces mesures sont *"insuffisantes"* face au niveau de l'activité. En outre, le taux d'absentéisme étant *"important"* chez le personnel, les agents appelés en renfort sont surtout venus combler ces absences, selon Marie-Christine Fournier.

Pour le délégué CGT, Philippe Keravec, le problème n'est pas uniquement lié à la hausse d'activité. Il est aussi le résultat de la suppression de lits, de la réorganisation des services et des efforts faits pour réduire la masse salariale. *"Actuellement, les agents ne sont pas sûrs de pouvoir prendre trois semaines de congés l'été et d'être remplacés en cas d'absence"*, dénonce-t-il. Les agents ont prévu de poursuivre leur mobilisation par des actions ponctuelles, organisées tous les lundis à 14h30.

© 2004-2015 APM-International - Tous droits réservés. Les données sont la propriété de APM International. Toute copie, republication ou redistribution des données APM Santé, notamment via la mise en antémemoire, l'encadrement ou des moyens similaires, est expressément interdite sans l'accord préalable écrit de APM. APM ne sera pas responsable des erreurs ou des retards dans les données ou de toutes actions entreprises en fonction de celles-ci ou toutes décisions prises sur la base du service. APM et le logo APM International, sont des marques d'APM International dans le monde. Pour de plus amples informations sur les autres services d'APM, veuillez consulter le site Web public d'APM à l'adresse <http://www.apmnews.com/>